



## Message 2018-DIAF-35

2 avril 2019

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion au concordat sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message relatif au projet de la loi portant adhésion au concordat sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg. Le message se divise selon le plan suivant:

<b>1. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>2. Rappel des travaux déjà réalisés</b>	<b>1</b>
<b>3. Le concordat intercantonal</b>	<b>2</b>
<b>4. Commentaire des articles du projet de loi</b>	<b>2</b>
<b>5. Incidences du projet de loi</b>	<b>3</b>
5.1. Incidences en matière de finances et de personnel	3
5.2. Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes	3
5.3. Conformité au droit supérieur et au développement durable	5

#### 1. Introduction

Par le présent projet de loi, le Grand Conseil approuve l'adhésion du canton de Fribourg au concordat intercantonal modifiant le territoire du canton dans le cadre de la fusion de la commune bernoise de Clavaleyres avec la commune fribourgeoise de Morat. Ce concordat a été signé par les Gouvernements fribourgeois et bernois le 12 mars 2019, sous réserve naturellement de l'approbation par leurs Grands Conseils respectifs. L'approbation de l'adhésion par le Grand Conseil prend la forme d'une loi lorsque la convention concernée contient des règles de droit (art. 13 al. 3 de la loi du 11 septembre 2009 concernant les conventions intercantionales, LConv; RSF 121.3). C'est le cas du concordat sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg.

Conformément à l'art. 13 al. 5 LConv, le concordat intercantonal du 12 mars 2019 est annexé au présent message, ainsi que son rapport explicatif. Dans un souci de clarté, certains passages de ce dernier document sont repris ci-dessous, tout comme des éléments du message relatif au projet de loi sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres

par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat du 30 janvier 2018<sup>1</sup>.

#### 2. Rappel des travaux déjà réalisés

L'idée d'une fusion de la commune municipale bernoise de Clavaleyres avec la commune fribourgeoise de Morat est examinée depuis 2012. Après une décision de principe positive du Conseil général de Morat et de premières discussions entre les entités cantonales chargées des fusions de communes, les gouvernements du canton de Fribourg et du canton de Berne ont adopté une feuille de route commune le 14 mars 2016. Par ce document, les gouvernements des deux cantons se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour cette fusion intercantonale et la modification du territoire cantonal; sont notamment visées l'élaboration des bases légales nécessaires et les démarches auprès des autorités fédérales le moment venu.

La feuille de route des deux gouvernements prévoit, pour l'élaboration et l'approbation du changement de canton de la commune de Clavaleyres et sa fusion avec la commune de Morat les étapes suivantes:

<sup>1</sup> BCG, mars 2018, p. 631ss

- > Dans un premier temps, les bases légales pour la mise en œuvre des votes communaux sur la convention de fusion à Clavaleyres et Morat doivent être garanties et mises en œuvre.
- > Dans une étape suivante, les cantons de Berne et de Fribourg élaborent une convention intercantonale, sous la forme d'un concordat sur la modification du territoire cantonal, adopté par les organes compétents des deux cantons.
- > Enfin, la modification du territoire est soumise à l'Assemblée fédérale pour approbation.

Par sa loi du 7 juin 2017 sur le transfert de la commune municipale de Clavaleyres au canton de Fribourg dans le cadre d'une fusion avec la commune de Morat (Loi Clavaleyres, LCla, RSB 105.41), le canton de Berne s'est donné les bases légales nécessaires. Il en a été de même pour le canton de Fribourg par sa loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat (LFClä, RSF 112.7).

Outre les règles relatives à la fusion de communes, ces textes annoncent la prochaine étape portant sur la modification du territoire des deux cantons, en envisageant une solution double: alors qu'un concordat relatif à la modification du territoire cantonal règlera les aspects fondamentaux du changement de territoire, les modalités subordonnées de cette modification territoriale seront réglées dans une convention d'exécution.

### 3. Le concordat intercantonal

Le concordat intercantonal a été élaboré par un groupe composé de représentants des services des administrations bernoise et fribourgeoise. Il a fait l'objet de plusieurs procédures de consultation interne, avant sa mise en consultation publique du 29 octobre au 31 novembre 2018. La plupart des remarques des différentes entités concernées ont été prises en compte, et les divergences constatées entre le canton de Fribourg et le canton de Berne ont été levées sans difficulté.

La Commission des affaires extérieures du Grand Conseil a par ailleurs pris connaissance du projet de concordat lors de sa séance du 22 février 2019 selon les modalités prévues à l'article 11 al. 3 de la loi concernant les conventions intercantionales (LConv). La Commission s'est montrée favorable à l'adhésion à ce concordat et n'a formulé aucune remarque. La version finale du concordat signée par les deux Gouvernements correspond, à quelques adaptations typographiques près, à la version présentée à la Commission des affaires extérieures le 22 février 2019.

Concernant le contenu du concordat, il est renvoyé à son rapport explicatif, annexé au présent message.

## 4. Commentaire des articles du projet de loi

### Art. 1 Adhésion

Conformément à l'art. 13 al. 5 LConv, le concordat du 12 mars 2019 est annexé au projet de loi.

### Art. 2 Entrée en vigueur – loi

L'article 2 précise que la loi d'adhésion sera soumise au corps électoral du canton de Fribourg. Ce scrutin est déjà prévu par l'art. 20 al. 2 LFClä. Dans le message accompagnant la LFClä, le Conseil d'Etat indiquait:

*Le canton comprend le territoire qui lui est garanti par la Confédération (art. 2 al. 1 Cst. cant.). Le corps électoral cantonal a adopté la Constitution cantonale le 16 mai 2004 et a ainsi défini simultanément le territoire cantonal et ses limites. La garantie de la Constitution cantonale et du territoire du canton est intervenue ensuite en date du 8 juin 2005 par le Conseil des Etats et le 13 juin 2005 par le Conseil national.*

*Le territoire cantonal défini dans ses limites actuelles par les votant-e-s et garanti par la Confédération doit maintenant faire l'objet d'une extension formelle par la loi d'adhésion. Il apparaît donc logique et pertinent que le corps électoral cantonal devrait être également compétent pour décider de l'extension (al. 2).*

(...)

*Pour le cas semblable de la fusion (finalement non réalisée) des communes de Risch (ZG) et Meierskappel (LU), le Département de la justice, des communes et de la culture du canton de Lucerne est arrivé à la conclusion que, d'une part, l'article 53 al. 3 Cst. exige que le corps électoral du canton puisse se prononcer sur une modification du territoire. D'autre part, le transfert d'une commune dans un autre canton – sous réserve d'une disposition expressément dérogatoire inscrite dans le droit constitutionnel cantonal – aurait également une portée constitutive pour les cantons concernés (renseignements juridiques du 7 octobre 2002).*

*Dans ses renseignements juridiques donnés le 29 octobre 2002 à propos du projet mentionné ci-dessus, l'Office fédéral de la justice défendait aussi le point de vue selon lequel la fusion nécessitait l'approbation des citoyens actifs et citoyennes actives des deux cantons.*

*En outre, dans la doctrine, divers auteurs se sont exprimés en faveur d'un scrutin populaire au niveau cantonal lorsqu'une commune change de canton.*

*Le droit du canton de Berne soumet formellement les modifications de territoire à un vote populaire obligatoire. Les autorités bernoises ont signalé à plusieurs reprises que le corps électoral bernois tout comme les citoyens actifs et citoyennes actives de la commune municipale de Clavaleyres ne pourraient guère*

*comprendre pourquoi ils seraient appelés aux urnes pour décider de la modification territoriale, alors que les votants fribourgeois ne le seraient pas. L'exécutif bernois a donc exprimé au canton de Fribourg le vœu de trouver une voie permettant également une décision du peuple dans le canton accueillant la commune objet du transfert.*

(...)

*Selon la définition scientifique en droit du mot «Etat» – utilisé ici en tant que synonyme du terme «canton» – trois fondements sont élémentaires pour l'existence d'un canton: un peuple (1) qui, sur un territoire étatique déterminé (2), se dote d'un pouvoir étatique (3) sous la forme d'une constitution.*

*Appliqué au présent projet, ceci veut dire que la composition du peuple fribourgeois se modifie parce que la population de la commune de Clavaleyres appartient désormais, après le changement de canton, à notre population et que la composition du territoire fribourgeois change également, parce que le territoire de la commune de Clavaleyres fait dorénavant partie, après le changement de canton, de notre territoire. La nouvelle composition du peuple et du territoire fribourgeois modifie le canton en tant que tel et est donc un processus au plus haut niveau légal, autrement dit au niveau de la Constitution. En conséquence, le concordat sur la modification territoriale doit être soumis pour décision au souverain (art. 45 let. a Cst. cant.).*

*En l'état actuel des choses, tous les cantons qui ont eu par le passé à connaître un changement de canton de la part d'une ou de plusieurs communes (Berne, Jura et Bâle-Campagne) ont par ailleurs effectué une votation populaire obligatoire. Les constitutions des trois cantons mentionnés contenaient pour cela une disposition explicite (ce qui n'est pas le cas dans la constitution en vigueur dans le canton de Fribourg).*

*En outre, il n'est pas exact d'affirmer que seules peuvent prétendre à l'appellation «droit constitutionnel» les dispositions qui ont trouvé place dans le texte légal portant le titre «Constitution cantonale»: l'avis de droit du 17 novembre 2017 rédigé par l'Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg au sujet des questions liées à la modification du territoire a – moyennant renvoi à diverses sources – confirmé que l'existence de dispositions de droit constitutionnel hors d'un document portant le titre de «Constitution cantonale» est en principe possible et elle est admise par le droit fédéral. L'article de loi stipulant que le changement de canton est soumis à la votation populaire obligatoire est donc à considérer comme une disposition de droit constitutionnel sous l'angle matériel, même si cet article apparaît sous l'angle formel comme une disposition légale.*

Comme le prévoit l'art. 20 al. 3 LFCla, le scrutin populaire aura lieu le même jour dans les cantons de Fribourg et de Berne.

Le Conseil d'Etat fixera la date d'entrée en vigueur de la loi d'adhésion après le scrutin populaire. Ce dernier devrait se tenir au début de l'année 2020.

### **Art. 3 Entrée en vigueur – concordat**

L'issue positive des référendums dans les cantons de Fribourg et de Berne constitue la condition préalable à la demande à l'Assemblée fédérale d'approuver le changement de territoire (art. 22 LFCla). À la suite de cette approbation, les deux gouvernements cantonaux, après consultation préalable de la commune de Morat, pourront déterminer la date exacte du changement de territoire (art. 2 al. 4 LFCla). Le concordat intercantonal sera mis en vigueur en même temps.

## **5. Incidences du projet de loi**

### **5.1. Incidences en matière de finances et de personnel**

Formellement, la seule incidence financière du projet de loi d'adhésion sera l'organisation du scrutin populaire prévu à l'art. 2. Celui-ci devrait être organisé à l'occasion d'un scrutin fédéral. Les surcoûts pour la tenue de ce scrutin cantonal peuvent être estimés à CHF 125 000.–.

Les effets concrets du changement de canton et de la fusion engendreront quant à eux un surcroît de travail pour les services de l'Etat concernés. Il apparaît toutefois que le nombre d'habitants et la surface limitée concernés par cette modification territoriale permettront d'assumer cette charge passagère avec les ressources actuelles, sans augmentation. La reprise de la route cantonale bernoise, seul bien immobilier cantonal bernois sur le territoire de Clavaleyres, se fera sans compensation financière et en l'état. Elle deviendra immédiatement une route communale de la nouvelle commune de Morat. Son entretien sera à la charge de cette dernière.

Le Conseil d'Etat rappelle que l'accompagnement de ce projet, qui a nécessité d'importants travaux préparatoires depuis plusieurs années, a été réalisé par les services de l'Etat concernés dans le cadre de leurs ressources habituelles.

### **5.2. Incidences sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes**

Selon le droit bernois, le but essentiel des communes consiste à remplir les tâches qui leur sont confiées par la Confédération et le canton, ainsi que celles qu'elles reprennent de leur plein gré. Les communes bernoises sont autonomes, dans les limites du droit supérieur, et doivent satisfaire durablement à ce statut d'autonomie, ceci étant d'ailleurs le cas pour les communes fribourgeoises également.

Les structures communales de la commune municipale de Clavaleyres ne peuvent plus guère répondre au but principal

énoncé sans un soutien extérieur. Dans cet esprit, la fusion, et donc la nécessaire modification territoriale préalable, permet de lutter contre une mise en danger de l'autonomie communale de Clavaleyres. La commune de Morat et le canton de Fribourg se déclarent donc disposés, au titre de la solidarité, à prêter la main à ce projet au-delà des limites cantonales.

Pour ce qui concerne la commune de Morat, le présent projet n'a certes pas d'incidences importantes sur la répartition des tâches, au vu de la taille de la localité de Clavaleyres. En revanche, ce projet montre comment l'autonomie communale fournit une contribution notable à la maîtrise d'une situation extraordinaire à l'échelon communal.

### **5.3. Conformité au droit supérieur et au développement durable**

Le présent projet de loi est conforme à la Constitution fédérale. S'agissant de sa conformité à la Constitution cantonale, notamment sur la question du scrutin populaire prévu à l'art. 2, il est renvoyé au commentaire relatif à ce dernier article.

Ce projet de loi est par ailleurs compatible avec le droit européen, notamment en ce qui concerne la consultation préalable des collectivités locales pour toute modification des limites territoriales communales, conformément à la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985 (RS 0.102; art. 5).

Le changement de canton et la fusion se présentent comme une solution appropriée pour permettre à Clavaleyres une intégration dans des structures communales autonomes à long terme et contribuer ainsi au bien-être de sa population.

---



## Botschaft 2018-DIAF-35

2. April 2019

### des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt zum Gebietsänderungskonkordat über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg

Wir unterbreiten Ihnen hiermit die Botschaft zum Gesetzesentwurf über den Beitritt zum Gebietsänderungskonkordat über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg. Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

<b>1. Einleitung</b>	<b>5</b>
<b>2. Bereits durchgeführte Arbeiten</b>	<b>5</b>
<b>3. Das interkantonale Konkordat</b>	<b>6</b>
<b>4. Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs</b>	<b>6</b>
<b>5. Auswirkungen des Gesetzesentwurfs</b>	<b>7</b>
5.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen	7
5.2. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden	8
5.3. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht und Nachhaltigkeit	8

#### 1. Einleitung

Mit diesem Gesetzesentwurf genehmigt der Grosse Rat den Beitritt des Kantons Freiburg zum interkantonalen Gebietsänderungskonkordat im Rahmen des Zusammenschlusses der bernischen Gemeinde Clavaleyres mit der freiburgischen Gemeinde Murten. Dieses Konkordat wurde am 12. März 2019 von der Freiburger und der Berner Regierung unterzeichnet, natürlich unter Vorbehalt der Genehmigung durch die jeweiligen Grossen Räte. Die Genehmigung des Beitritts durch den Grossen Rat hat die Form eines Gesetzes, wenn der Vertrag rechtsetzende Bestimmungen enthält (Art. 13 Abs. 3 des Gesetzes vom 11. September 2009 über die interkantonalen Verträge, VertragsG; SGF 121.3). Dies ist beim Gebietsänderungskonkordat über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg der Fall.

In Übereinstimmung mit Art. 13 Abs. 5 VertragsG befinden sich das interkantonale Konkordat vom 12. März 2019 und sein erläuternder Bericht im Anhang dieser Botschaft. Im Interesse der Klarheit werden bestimmte Textstellen des erläuternden Berichts, ebenso wie bestimmte Stellen der Botschaft vom 30. Januar 2018 zum Gesetzesentwurf über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres

durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten<sup>1</sup> im Folgenden wiedergegeben.

#### 2. Bereits durchgeführte Arbeiten

Seit dem Jahr 2012 steht die Eingliederung der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres in die freiburgische Gemeinde Murten im Raum. Nach einem positiven Grundsatzbeschluss des Generalrats der Gemeinde Murten und ersten Gesprächen der für Gemeindezusammenschlüsse zuständigen kantonalen Stellen schlossen die Regierungen der Kantone Bern und Freiburg am 14. März 2016 eine Absichtserklärung ab. Darin verpflichten sich die Regierungen der beiden Kantone, die zu einem interkantonalen Gemeindezusammenschluss und dem damit verbundenen Gebietswechsel notwendigen kantonalen Verfahrensschritte einzuleiten; namentlich geht es darum, die Rechtsgrundlagen zu schaffen sowie zu gegebener Zeit die notwendige Genehmigung auf Bundesebene zu beantragen.

Die Terminplanung der beiden Regierungen sieht für die Einleitung und Genehmigung des Kantonswechsels der Gemeinde Clavaleyres und deren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten folgende Verfahrensschritte vor:

<sup>1</sup> TGR, März 2018, S. 631 ff.

- > In einer ersten Phase sind die gesetzlichen Grundlagen zur Durchführung der kommunalen Abstimmungen zur Gemeindefusion in Clavaleyres und Murten sicherzustellen und letztere durchzuführen.
- > In einem nächsten Schritt arbeiten die Kantone Bern und Freiburg eine interkantonale Vereinbarung in Form eines Gebietsänderungsvertrags aus, welche in beiden Kantonen von den zuständigen Organen zu genehmigen ist.
- > Schliesslich ist die Gebietsveränderung der Bundesversammlung zur Genehmigung vorzulegen.

Mit seinem Gesetz vom 7. Juni 2017 betreffend den Kantonswechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres im Rahmen eines Zusammenschlusses mit der freiburgischen Gemeinde Murten (Clavaleyres-Gesetz, ClaG, BSG 105.41) hat sich der Kanton Bern die erforderlichen gesetzlichen Grundlagen gegeben. Der Kanton Freiburg tat dasselbe mit seinem Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten (ClaZG, SGF 112.7).

Neben der Regelung von Fragen des Gemeindezusammenschlusses äussern sich die entsprechenden Erlasse auch zur in einem nächsten Schritt folgenden vertraglichen Gebietsänderung der beiden Kantone und sehen dabei eine duale Lösung vor: Während ein sog. Gebietsänderungskonkordat die Veränderung des Kantonsgebiets anordnet und dessen grundlegende Aspekte regelt, sollen die untergeordneten Modalitäten des Kantonswechsels in einer sog. interkantonalen Vollzugsvereinbarung festgesetzt werden.

### 3. Das interkantonale Konkordat

Das interkantonale Konkordat wurde von einer Arbeitsgruppe ausgearbeitet, der Vertreter der Dienststellen der bernischen und freiburgischen Verwaltung angehören. Es wurde mehreren internen Vernehmlassungen unterzogen, bevor es vom 29. Oktober bis am 31. November 2018 in eine öffentliche Vernehmlassung gegeben wurde. Die meisten Bemerkungen der verschiedenen konsultierten Einheiten wurden berücksichtigt und die zwischen dem Kanton Freiburg und dem Kanton Bern festgestellten Divergenzen konnten problemlos behoben werden.

Im Weiteren hat die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Grossen Rates in ihrer Sitzung vom 22. Februar 2019 gemäss den in Artikel 11 Abs. 3 des Gesetzes über die interkantonalen Verträge (VertragsG) vorgesehenen Modalitäten vom Konkordatsentwurf Kenntnis genommen. Die Kommission hat sich für den Beitritt zum Konkordat ausgesprochen und keine Bemerkungen vorgebracht. Die von den beiden Regierungen unterzeichnete endgültige Fassung des Konkordats entspricht mit Ausnahme von ein paar typogra-

fischen Anpassungen der Version, die der Kommission am 22. Februar 2019 unterbreitet wurde.

Was den Inhalt des Konkordats betrifft, so wird auf den erläuternden Bericht dazu im Anhang dieser Botschaft verwiesen.

## 4. Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs

### Art. 1 Beitritt

Wie in Art. 13 Abs. 5 VertragsG vorgesehen, wird das Konkordat vom 12. März 2019 diesem Gesetzesentwurf beigelegt.

### Art. 2 Inkrafttreten – Gesetz

Artikel 2 präzisiert, dass das Beitrittsgesetz den Stimmbürgerinnen und -bürgern des Kantons Freiburg zur Abstimmung unterbreitet wird. Diese Abstimmung ist schon in Art. 20 Abs. 2 ClaZG vorgesehen. In der Botschaft zum ClaZG hielt der Staatsrat fest:

*Der Kanton umfasst das Gebiet, das ihm durch die Eidgenossenschaft gewährleistet ist (Art. 2 Abs. 1 KV). Die kantonalen Stimmberechtigten nahmen die Kantonsverfassung am 16. Mai 2004 an und definierten damit gleichzeitig das Kantonsgebiet und seine Grenzen. Die Gewährleistung der Kantonsverfassung und des Kantonsgebiets erfolgte dann am 8. Juni 2005 durch den Ständerat und am 13. Juni 2005 durch den Nationalrat.*

*Das von den Stimmberechtigten in seinen gegenwärtigen Grenzen definierte und vom Bund gewährleistete Kantonsgebiet soll nun formell durch das Beitrittsgesetz erweitert werden. Es erscheint deshalb logisch und sachgerecht, dass die kantonalen Stimmberechtigten auch zuständig sein sollten, um über die Erweiterung zu entscheiden (Abs. 2).*

(...)

*Für den gleich gelagerten Fall des (letztlich nicht realisierten) Zusammenschlusses der Gemeinden Risch (ZG) und Meierskappel (LU) kam das luzernische Justiz-, Gemeinde- und Kulturdepartement zum Schluss, dass einerseits Artikel 53 Abs. 3 BV verlange, dass sich die Stimmberechtigten des Kantons zu einer Gebietsveränderung äussern können. Andererseits habe der Kantonswechsel einer Gemeinde – vorbehaltlich einer ausdrücklich abweichenden Bestimmung im kantonalen Verfassungsrecht – auch für die betreffenden Kantone konstitutive Bedeutung (Rechtsauskunft vom 7. Oktober 2002).*

*In seiner Rechtsauskunft vom 29. Oktober 2002 zum seeben erwähnten Vorhaben vertrat das Bundesamt für Justiz ebenfalls die Ansicht, dass die Fusion der Zustimmung der Stimmberechtigten beider Kantone bedarf.*

Abgesehen davon befürworten mehrere Lehrmeinungen ein Plebiszit auf Kantonsebene für den Fall des Kantonswechsels einer Gemeinde.

Das Recht des Kantons Bern unterstellt Gebietsänderungen ausdrücklich einer obligatorischen Volksabstimmung. Von den bernischen Behörden wurde mehrmals darauf hingewiesen, dass den Stimmberechtigten des Kantons Bern wie auch den Stimmberechtigten der Einwohnergemeinde Clavaleyres kaum verständlich gemacht werden könnte, aus welchen Gründen zwar sie zum Entscheid über die Gebietsänderung an die Urnen gerufen werden, aber die freiburgischen Stimmberechtigten ausgerechnet nicht. Die bernische Kantonsexekutive hat deshalb den Wunsch an den Kanton Freiburg herangetragen, einen Weg zu finden, um auch im aufnehmenden Kanton einen Volksentscheid zu ermöglichen.

(...)

Nach der rechtswissenschaftlichen Definition des Begriffes «Staat» – hier als Synonym zum Ausdruck «Kanton» verwendet – sind für die Existenz eines Kantons drei Grundlagen elementar: Ein bestimmtes Staatsvolk (1), das sich auf einem bestimmten Staatsterritorium (2) eine Staatsgewalt (3) in Form einer Verfassung gibt.

Übertragen auf das vorliegende Projekt bedeutet dies, dass sich die Zusammensetzung des freiburgischen Volks ändert, weil die Bevölkerung der Gemeinde Clavaleyres nach dem Kantonswechsel neu zu unserer Bevölkerung gehört, und dass sich die Zusammensetzung des freiburgischen Territoriums ebenfalls ändert, weil das Gebiet der Gemeinde Clavaleyres nach dem Kantonswechsel neu zu unserem Territorium gehört. Das neue Zusammensetzen des freiburgischen Volks und des freiburgischen Gebiets verändert den Kanton als solchen und ist deshalb ein Vorgang auf der höchsten rechtlichen Ebene, auf der Verfassungsebene. Folglich ist das Gebietsänderungskonkordat dem Souverän zum Entscheid zu unterbreiten (Art. 45 Bst. a KV).

Soweit ersichtlich haben ausserdem alle Kantone, die in der Vergangenheit den Kantonswechsel von einer oder mehreren Gemeinden zu verzeichnen hatten (Bern, Jura und Basel-Landschaft), eine obligatorische Volksabstimmung durchgeführt. Die Verfassungen der drei erwähnten Kantone enthalten dafür denn auch eine explizite Bestimmung (was in der geltenden Verfassung des Kantons Freiburg nicht der Fall ist).

Weiter trifft es nicht zu, dass nur diejenigen Bestimmungen die Bezeichnung «Verfassungsrecht» beanspruchen können, die im Kodex mit der Überschrift «Kantonsverfassung» Aufnahme gefunden haben: Das zu Fragen der Gebietsänderung verfasste Gutachten von November 2017 des Instituts für Föderalismus der Universität Freiburg hat – mit mehreren Quellenhinweisen – bestätigt, dass die Existenz von verfassungsrechtlichen Bestimmungen ausserhalb eines Dokuments mit dem Titel «Kantonsverfassung» grundsätzlich möglich und von Bundes-

rechts wegen zulässig ist. Derjenige Gesetzesartikel, wonach der Kantonswechsel der obligatorischen Volksabstimmung unterstellt wird, ist somit unter dem materiellen Aspekt als verfassungsrechtliche Bestimmung einzustufen, auch wenn der Artikel unter dem formellen Gesichtspunkt als gesetzliche Bestimmung in Erscheinung tritt.

Wie in Art. 20 Abs. 3 ClaZG vorgesehen, finden die Volksabstimmungen in den Kantonen Freiburg und Bern am gleichen Tag statt.

Der Staatsrat wird das Datum des Inkrafttretens des Beitrittsgesetzes nach der Volksabstimmung festlegen. Diese sollte Anfang 2020 stattfinden.

### Art. 3 Inkrafttreten – Konkordat

Der positive Ausgang der Referenden in den Kantonen Bern und Freiburg ist die Voraussetzung dafür, dass die Gebietsänderung der Bundesversammlung zur Genehmigung unterbreitet wird (Art. 22 ClaZG). Nach der Genehmigung durch den Bund können die beiden Kantonsregierungen das genaue Datum für die Gebietsänderung festlegen. Vorgängig müssen sie jedoch die Gemeinde Murten konsultieren (Art. 2 Abs. 4 ClaZG). Das interkantonale Konkordat wird zur gleichen Zeit in Kraft gesetzt.

## 5. Auswirkungen des Gesetzesentwurfs

### 5.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Grundsätzlich ist die Organisation der in Artikel 2 vorgesehenen Volksabstimmung die einzige finanzielle Auswirkung des Entwurfs des Beitrittsgesetzes. Diese sollte zusammen mit einer eidgenössischen Abstimmung durchgeführt werden. Die Mehrkosten für die kantonale Abstimmung können auf CHF 125 000.– geschätzt werden.

Die konkreten Auswirkungen des Kantonswechsels und des Gemeindezusammenschlusses ziehen ihrerseits zusätzliche Arbeit für die betroffenen Dienststellen des Staates nach sich. In Anbetracht der Einwohnerzahl und der beschränkten Fläche, die von dieser Gebietsänderung betroffen sind, sollte diese vorübergehende zusätzliche Belastung jedoch mit den aktuellen Ressourcen bewältigt werden können und keine Aufstockung erfordern. Die Übernahme der bernischen Kantonsstrasse, der einzigen Immobilie des Kantons Bern auf dem Gebiet von Clavaleyres, erfolgt ohne Entschädigung und im aktuellen Zustand. Sie wird umgehend zu einer Gemeindestrasse der neuen Gemeinde Murten, die für den Unterhalt dieser Strasse zuständig sein wird.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass dieses Projekt, für das umfangreiche Vorbereitungsarbeiten während mehreren Jahren nötig waren, von den betreffenden Dienststellen des Staates im Rahmen ihrer üblichen Ressourcen betreut wurde.

## **5.2. Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden**

Nach bernischem Recht besteht der Hauptzweck von Gemeinden darin, die vom Bund und Kanton übertragenen sowie die freiwillig übernommenen Aufgaben zu erfüllen. Die bernischen Gemeinden sind in den Grenzen des übergeordneten Rechts autonom und müssen diesem autonomen Status dauerhaft entsprechen, wie dies auch bei den freiburgischen Gemeinden der Fall ist.

Die kommunalen Strukturen der Einwohnergemeinde Clavaleyres können dem erwähnten Hauptzweck ohne Unterstützung von aussen kaum mehr gerecht werden. In diesem Sinne erlauben der Gemeindegemeinschaft und die erforderliche vorgängige Gebietsänderung, einer Gefährdung der Gemeindeautonomie von Clavaleyres entgegenzuwirken. Die Gemeinde Murten und der Kanton Freiburg erklären sich aus Gründen der Solidarität bereit, zu diesem Vorhaben grenzüberschreitend Hand zu bieten.

Soweit es um die Gemeinde Murten geht, hat das vorliegende Projekt angesichts der Grösse von Clavaleyres zwar keine gewichtigen Auswirkungen auf die bestehende Aufgabenteilung. Hingegen wird mit dem vorliegenden Beispiel aufgezeigt, wie die Gemeindeautonomie einen erheblichen Beitrag zur Bewältigung einer ausserordentlichen Situation auf kommunaler Ebene leistet.

## **5.3. Übereinstimmung mit dem übergeordneten Recht und Nachhaltigkeit**

Dieser Gesetzesentwurf entspricht der Bundesverfassung. Was seine Konformität mit der Kantonsverfassung betrifft, namentlich betreffend die Frage der in Art. 2 vorgesehenen Volksabstimmung, wird auf den Kommentar zu diesem Artikel verwiesen.

Dieser Gesetzesentwurf ist zudem kompatibel mit dem europäischen Recht, namentlich mit Bezug auf die vorgängige Anhörung von Gebietskörperschaften bei der Änderung kommunaler Grenzen gestützt auf die Europäische Charta der kommunalen Selbstverwaltung vom 15. Oktober 1985 (SR 0.102; Art. 5).

Der Kantonswechsel und der Zusammenschluss präsentieren sich als geeignete Lösung, um Clavaleyres eine Einbettung in kommunalen, langfristig autonomen Strukturen zu ermöglichen und so zum Wohlergehen seiner Bevölkerung beizutragen.

---



**Loi portant adhésion au concordat sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg**

du...

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 53 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999;  
Vu les articles 100 et 114 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;  
Vu la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat;  
Vu le message 2018-DIAF-35 du Conseil d'Etat du 2 avril 2019;  
Sur la proposition de cette autorité,

*Décrète:*

**Art. 1** Adhésion

Le canton de Fribourg adhère au concordat du 12 mars 2019 sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg (ci-après: le concordat), dont le texte suit la présente loi.

**Art. 2** Entrée en vigueur de la loi

<sup>1</sup> La présente loi est soumise à l'adoption en votation populaire.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la loi adoptée.

**Gesetz über den Beitritt zum Gebietsänderungskonkordat über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg**

vom...

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 53 der Bundesverfassung vom 18. April 1999;  
gestützt auf die Artikel 100 und 114 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;  
gestützt auf das Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten;  
gestützt auf die Botschaft 2018-DIAF-35 des Staatsrats vom 2. April 2019;  
auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**Art. 1** Beitritt

Der Kanton Freiburg tritt dem Gebietsänderungskonkordat vom 12. März 2019 über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg (das Konkordat) bei; der Wortlaut des Konkordats wird im Anhang wiedergegeben.

**Art. 2** Inkrafttreten des Gesetzes

<sup>1</sup> Die Annahme dieses Gesetzes wird den Stimmberechtigten zur Abstimmung unterbreitet.

<sup>2</sup> Der Staatsrat legt das Inkrafttreten des angenommenen Gesetzes fest.

**Art. 3** Entrée en vigueur du concordat

<sup>1</sup> Le concordat est subordonné à l'approbation de la modification territoriale par le canton de Berne ainsi que par la Confédération.

<sup>2</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du concordat approuvé d'un commun accord avec le Conseil-exécutif du canton de Berne.

**Art. 3** Inkrafttreten des Konkordats

<sup>1</sup> Das Konkordat untersteht der Genehmigung der Gebietsänderung durch den Kanton Bern und die Eidgenossenschaft.

<sup>2</sup> Der Staatsrat legt das Inkrafttreten des genehmigten Konkordats in gegenseitigem Einvernehmen mit dem Regierungsrat des Kantons Bern fest.

# Concordat sur la modification territoriale résultant du transfert de la commune municipale bernoise de Clavaleyres au canton de Fribourg

du 12.03.2019

---

## *Le canton de Berne et le canton de Fribourg*

Vu l'article 53 al. 3 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999 (Cst.);

Vu la loi du 7 juin 2017 sur le transfert de la commune municipale de Clavaleyres au canton de Fribourg dans le cadre d'une fusion avec la commune de Morat (Loi Clavaleyres, LClA);

Vu la loi du 23 mars 2018 sur l'accueil de la commune municipale bernoise de Clavaleyres par le canton de Fribourg et sa fusion avec la commune de Morat (LFClA);

*Conviennent:*

## **A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

### **Art. 1**   Objet

<sup>1</sup> Le présent concordat sur la modification territoriale définit le transfert de la commune municipale de Clavaleyres du canton de Berne à celui de Fribourg et en règle les modalités de mise en œuvre de même que les effets.

<sup>2</sup> L'aire géographique concernée par la modification correspond au territoire communal de Clavaleyres (carte de l'annexe 1).

### **Art. 2**   Définitions

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent concordat.

- a) Commune municipale de Clavaleyres: commune politique du canton de Berne avant le changement de canton et la fusion avec la commune de Morat.

# Gebietsänderungskonkordat über den Wechsel der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres zum Kanton Freiburg

vom 12.03.2019

---

## *Die Kantone Bern und Freiburg,*

gestützt auf Artikel 53 Abs. 3 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 (BV);

gestützt auf das Gesetz vom 7. Juni 2017 betreffend den Kantonswechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres im Rahmen eines Zusammenschlusses mit der freiburgischen Gemeinde Murten (Clavaleyres-Gesetz, ClAG);

gestützt auf das Gesetz vom 23. März 2018 über die Aufnahme der bernischen Einwohnergemeinde Clavaleyres durch den Kanton Freiburg und ihren Zusammenschluss mit der Gemeinde Murten (ClAZG);

*vereinbaren:*

## **A. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN**

### **Art. 1**   Gegenstand

<sup>1</sup> Das vorliegende Gebietsänderungskonkordat ordnet den Wechsel der Einwohnergemeinde Clavaleyres vom Kanton Bern zum Kanton Freiburg an und regelt dessen Abwicklungsmodalitäten und Folgen.

<sup>2</sup> Das vom Wechsel betroffene Gebiet entspricht dem Gemeindegebiet der Einwohnergemeinde Clavaleyres (kartografische Darstellung in Anhang 1).

### **Art. 2**   Begriffe

In diesem Konkordat bedeuten

- a) Einwohnergemeinde Clavaleyres: Politische Gemeinde des Kantons Bern vor dem Kantonswechsel und der Fusion mit der Gemeinde Murten;

- b) Commune de Morat: commune du canton de Fribourg avant la fusion avec la commune municipale de Clavaleyres.
- c) Modification territoriale: changement prenant effet à la date d'entrée en vigueur du présent concordat.
- d) Nouvelle commune de Morat: commune du canton de Fribourg issue de la fusion de la commune municipale de Clavaleyres avec la commune de Morat.
- e) Localité de Clavaleyres: village sis dans la nouvelle commune de Morat correspondant au territoire de la commune municipale de Clavaleyres.
- f) Commune bourgeoise de Morat: collectivité de droit communal fribourgeois.

**Art. 3** Délégation de compétences pour l'édiction des dispositions d'exécution

<sup>1</sup> Les deux Gouvernements sont habilités à conclure d'autres accords portant notamment sur les aspects techniques, financiers, administratifs et légaux concernant:

- a) les registres, données et en particulier les géodonnées,
- b) les archives,
- c) les subventions, les aides financières et les contributions de remplacement,
- d) la péréquation financière et la compensation des charges,
- e) la coopération intercommunale (notamment les conventions relatives à la scolarité et à la formation),
- f) le transfert et la modification des rapports juridiques existants (notamment les décisions assorties d'effets durables, contrats, concessions, autorisations),
- g) la sylviculture et l'agriculture,
- h) le domaine des poursuites et des faillites,
- i) l'aménagement du territoire (plans d'affectation, ouvrages de protection),
- j) la conservation des monuments historiques,
- k) les transports publics,
- l) les routes, la répartition du réseau électrique, le Programme Bâtiments,
- m) la promotion économique,

- b) Gemeinde Murten: Gemeinde des Kantons Freiburg vor der Fusion mit der Einwohnergemeinde Clavaleyres;
- c) Gebietsänderung: Gebietsverhältnisse zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gebietsänderungskonkordats;
- d) Neue Gemeinde Murten: Gemeinde des Kantons Freiburg, die aus der Fusion mit der vormaligen Einwohnergemeinde Clavaleyres mit der Gemeinde Murten entsteht;
- e) Ortsteil Clavaleyres: Gebiet der vormaligen Einwohnergemeinde Clavaleyres als Teil der neuen Gemeinde Murten;
- f) Ortsbürgergemeinde Murten: Körperschaft nach freiburgischem Gemeinderecht.

**Art. 3** Kompetenzdelegation zum Erlass von ausführenden Bestimmungen

<sup>1</sup> Die beiden Regierungen werden ermächtigt, weitere Vereinbarungen zur Regelung der technischen, finanziellen, administrativen und rechtlichen Fragen namentlich in folgenden Bereichen abzuschliessen:

- a) Alle Register, Daten und insbesondere Geobasisdaten;
- b) Gesamtes Archivgut;
- c) Subventionen und Finanzierungsbeihilfen, Ersatzbeiträge;
- d) Finanz- und Lastenausgleich;
- e) Interkommunale Zusammenarbeit (u. a. Schul- und Ausbildungsabkommen);
- f) Übertragung und Änderung bestehender Rechtsverhältnisse (u. a. Dauer Verfügungen, Verträge, Konzessionen, [Berufsausübungs-] Bewilligungen);
- g) Forst- und Landwirtschaft;
- h) Betriebs- und Konkurswesen;
- i) Raumplanung (Nutzungspläne, Schutzbauten);
- j) Denkmalpflege und Baudenkmäler;
- k) Öffentlicher Verkehr;
- l) Strassen, Stromnetzgebietszuteilung, Gebäudeförderprogramm;
- m) Wirtschaftsförderung;

- n) la circulation routière et la navigation (transfert des admissions, autorisations et licences, imposition),
- o) les affaires sociales, la protection de l'enfant et de l'adulte, le domaine de la prise en charge et des soins aux personnes âgées, l'assurance-maladie,
- p) les Suisses et Suissesses de l'étranger.

<sup>2</sup> Les autorités des deux cantons s'engagent à collaborer et à échanger les données nécessaires à l'élaboration des autres accords. Les personnes et organes communaux concernés sont préalablement informés et entendus de manière appropriée.

## **B. CHAMPS D'APPLICATION**

### **1. Territoire et population**

#### **Art. 4** Territoire

Le territoire de la commune municipale de Clavaleyres fait partie intégrante du territoire fribourgeois à la date d'entrée en vigueur du présent concordat.

#### **Art. 5** Population

<sup>1</sup> Les habitants et habitantes de Clavaleyres deviennent résidents du canton de Fribourg et de la nouvelle commune de Morat.

<sup>2</sup> Les citoyens et citoyennes de Clavaleyres obtiennent le droit de cité du canton de Fribourg et de la nouvelle commune de Morat.

<sup>3</sup> Les personnes disposant d'un droit de bourgeoisie au sens du droit bernois acquièrent le statut de bourgeois de Morat conformément aux dispositions du droit fribourgeois.

- n) Strassenverkehr und Schifffahrt (Übertragung von Zulassungen, Bewilligungen und Ausweisen, Besteuerung);
- o) Soziales, Kindes- und Erwachsenenschutz, Alters- und Pflegebereich, Krankenversicherung;
- p) Auslandschweizerinnen und Auslandschweizer.

<sup>2</sup> Die Behörden der beiden Kantone verpflichten sich zur Zusammenarbeit und Vornahme des notwendigen Datenaustausches zwecks Ausarbeitung der weiteren Vereinbarungen. Die davon betroffenen Personen und Gemeindeorgane werden vorgängig auf geeignete Weise informiert und angehört.

## **B. REGELUNGSBEREICHE**

### **1. Gebiet und Volk**

#### **Art. 4** Gebiet

Das Gebiet der Einwohnergemeinde Clavaleyres wird mit Inkrafttreten dieses Konkordats Bestandteil des Gebiets des Kantons Freiburg.

#### **Art. 5** Volk

<sup>1</sup> Einwohnerinnen und Einwohner von Clavaleyres werden Einwohnerinnen und Einwohner des Kantons Freiburg und Einwohnerinnen und Einwohner der neuen Gemeinde Murten.

<sup>2</sup> Bürgerinnen und Bürger von Clavaleyres werden Bürgerinnen und Bürger des Kantons Freiburg und Bürgerinnen und Bürger der neuen Gemeinde Murten.

<sup>3</sup> Die Aufnahme der Bürgerinnen und Bürger gemäss bernischem Recht in die Ortsbürgergemeinde Murten bestimmt sich nach freiburgischem Recht.

## 2. Organisation

### Art. 6 Statut de Clavaleyres quant à l'organisation territoriale du canton de Fribourg

A l'entrée en vigueur du présent concordat, la commune municipale de Clavaleyres devient une localité de la nouvelle commune de Morat dont elle partage le statut juridique dans l'organisation territoriale du canton de Fribourg.

### Art. 7 Statut de Clavaleyres quant aux Eglises reconnues par le canton de Fribourg

<sup>1</sup> Les communautés des Eglises réformée évangélique et catholique romaine sises sur le territoire de la commune municipale de Clavaleyres intègrent l'ordre juridique du canton de Fribourg dès la fusion.

<sup>2</sup> Elles s'organisent conformément à leurs statuts et aux dispositions de la loi fribourgeoise du 26 septembre 1990 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat (LEE).

## 3. Droit

### Art. 8 Principe

<sup>1</sup> A l'entrée en vigueur du présent concordat, le territoire et la population de la localité de Clavaleyres relèvent de l'ordre juridique du canton de Fribourg.

<sup>2</sup> Les seules dérogations au principe sont celles qui sont prévues par le présent concordat ou la convention d'exécution intercantonale.

## 4. Règles de conflits de lois pour les requêtes ou procédures pendantes

### Art. 9 Procédures en cours devant les autorités bernoises en matière civile, pénale et de droit public

Les procédures en matière civile, pénale et de droit public pendantes devant les autorités bernoises à la date du transfert se poursuivent devant celles-ci jusqu'à la décision entrée en force, à la condition que la législation fédérale ne prévoie pas une autre compétence.

## 2. Organisation

### Art. 6 Status der Einwohnergemeinde Clavaleyres in der territorialen Organisation des Kantons Freiburg

Die Einwohnergemeinde Clavaleyres wird mit Inkrafttreten dieses Konkordats Ortsteil der neuen Gemeinde Murten, und als solcher teilt er deren rechtliche Stellung in der Organisation des Kantons Freiburg.

### Art. 7 Status von Clavaleyres in der Organisation der anerkannten Kirchen des Kantons Freiburg

<sup>1</sup> Die auf dem Gebiet der Gemeinde Clavaleyres gelegenen «evangelisch-reformierten» und «römisch-katholischen» Kirchengemeinschaften übernehmen die Rechtsordnung des Kantons Freiburg zum Zeitpunkt der Fusion.

<sup>2</sup> Sie organisieren sich nach den Bestimmungen des freiburgischen Gesetzes vom 26. September 1990 über die Beziehungen zwischen den Kirchen und dem Staat (KSG) sowie den jeweiligen Kirchenstatuten.

## 3. Recht

### Art. 8 Grundsatz

<sup>1</sup> Mit Inkrafttreten dieses Konkordats gilt für Gebiet und Volk des Ortsteils Clavaleyres die Rechtsordnung des Kantons Freiburg.

<sup>2</sup> Ausnahmen von diesem Grundsatz gelten nur, sofern das vorliegende Konkordat oder die interkantonale Vollzugsvereinbarung dies vorsehen.

## 4. Kollisionsrecht: hängige Begehren und Verfahren

### Art. 9 Hängige Verfahren zivilrechtlicher, strafrechtlicher und öffentlich-rechtlicher Natur vor bernischen Behörden

Die zum Zeitpunkt des Kantonswechsels bei den bernischen Behörden hängigen zivilrechtlichen, strafrechtlichen und öffentlich-rechtlichen Verfahren werden bis zum rechtskräftigen Abschluss von diesen weitergeführt, soweit das Bundesrecht keine andere Zuständigkeit vorsieht.

**Art. 10** Rapports juridiques existants (assortis d'effets durables)

<sup>1</sup> Les décisions rendues par le canton de Berne ou la commune municipale de Clavaleyres pour régler des rapports juridiques d'une certaine durée, tels que des autorisations, patentes et certificats de capacité, conservent leur validité à la condition qu'elles ne doivent être ni renouvelées ni modifiées selon le droit bernois. Elles sont réputées conformes au droit fribourgeois. Le droit fribourgeois s'applique aux renouvellements et modifications.

<sup>2</sup> Les concessions peuvent, sous réserve des droits acquis par le ou la concessionnaire, être adaptées au droit fribourgeois.

<sup>3</sup> La convention d'exécution intercantonale peut prévoir des dispositions spéciales pour chaque type de décision.

**Art. 11** Droit de cité et droits politiques

<sup>1</sup> La durée de résidence dans la commune municipale de Clavaleyres fait partie intégrante de la période prescrite pour l'obtention du droit de cité fribourgeois.

<sup>2</sup> La durée de résidence des personnes de nationalité étrangère qui bénéficient d'un droit d'établissement dans la commune municipale de Clavaleyres fait partie intégrante de la période prescrite pour l'exercice des droits politiques dans la nouvelle commune de Morat.

**Art. 12** Aménagement du territoire

L'aménagement local actuel est repris sous réserve du droit cantonal. L'aménagement local demeure valable jusqu'à la prochaine révision totale de l'aménagement local de la nouvelle commune de Morat.

**Art. 13** Appellation d'origine contrôlée (AOC)

L'appellation Berne AOC du vignoble situé à Oberer Hubel appartenant à la commune municipale de Clavaleyres reste régie par la législation bernoise.

**Art. 10** Bestehende (Dauer-)Rechtsverhältnisse

<sup>1</sup> Vom Kanton Bern oder von der Einwohnergemeinde Clavaleyres erlassene Verfügungen, die Rechtsverhältnisse auf Dauer regeln, namentlich Bewilligungen, Patente, Fähigkeitsausweise, behalten ihre Gültigkeit, solange sie nach bernischem Recht weder erneuert oder geändert werden müssen, und gelten als nach freiburgischem Recht anerkannt. Im Fall einer Erneuerung oder Änderung gilt das freiburgische Recht.

<sup>2</sup> Konzessionen können unter Wahrung der wohlerworbenen Rechte der Konzessionäre dem freiburgischen Recht angepasst werden.

<sup>3</sup> Die interkantonale Vollzugsvereinbarung kann für einzelne Verfügungsarten besondere Regelungen vorsehen.

**Art. 11** Bürgerrecht und politische Rechte

<sup>1</sup> Die Wohnsitzdauer in der Einwohnergemeinde Clavaleyres wird für das Wohnsitzerfordernis im Rahmen der Erlangung des freiburgischen Kantonsbürgerrechts vollständig angerechnet.

<sup>2</sup> Die Wohnsitzdauer von niederlassungsberechtigten Ausländerinnen und Ausländern in der Einwohnergemeinde Clavaleyres wird für die Ausübung von politischen Rechten in der neuen Gemeinde Murten vollständig angerechnet.

**Art. 12** Raumplanung

Die bestehende Ortsplanung wird übernommen, unter Vorbehalt von entgegenstehendem kantonalem Recht. In diesem Rahmen bleibt die Ortsplanung bis zur nächsten Gesamtrevision der Ortsplanung der neuen Gemeinde Murten gültig.

**Art. 13** Ursprungsbezeichnung AOC

Die Bezeichnung «Bern AOC» des Rebzugs Oberer Hubel in der Einwohnergemeinde Clavaleyres richtet sich weiterhin nach der bernischen Gesetzgebung.

## 5. Finances

### Art. 14 Partage des biens entre les cantons

<sup>1</sup> La route cantonale (parcelle feuillet n° 6) passe de manière extratabulaire et sans compensation financière du canton de Berne au canton de Fribourg. Au moment du transfert, elle ne doit présenter aucun défaut.

<sup>2</sup> Egalement au moment du transfert, dans une deuxième étape, la route cantonale (parcelle feuillet n° 6) passe en application de la loi fribourgeoise du 15 décembre 1967 sur les routes (LR) de manière extratabulaire et sans compensation financière du canton de Fribourg à la nouvelle commune de Morat et devient une route communale.

### Art. 15 Impôts cantonal, communal et paroissial et impôt fédéral direct (impôts directs)

<sup>1</sup> Dès la date de la modification territoriale, les personnes physiques et morales contribuables à Clavaleyres sont assujetties à la législation fiscale du canton de Fribourg. Le canton de Fribourg règle la perception des acomptes pour ces périodes fiscales.

<sup>2</sup> Le canton de Berne reste compétent pour l'année précédant la modification territoriale. La taxation et les éventuelles réclamations et procédures de recours (commission de recours, Tribunal administratif) ressortissent aux autorités du canton de Berne, de même que la perception des impôts.

### Art. 16 Valeur fiscale et valeur locative des biens immobiliers

<sup>1</sup> Pour la dernière année avant la modification territoriale, la valeur fiscale (valeur officielle) des biens immobiliers reste inchangée. La taxation fiscale pour l'impôt sur la fortune et la contribution immobilière se fera par les autorités du canton de Berne.

<sup>2</sup> Le canton de Fribourg détermine la nouvelle valeur fiscale, de même que la valeur locative jusqu'à la fin de l'année suivant la modification territoriale.

### Art. 17 Contribution immobilière

<sup>1</sup> La commune de Morat est compétente pour percevoir la contribution immobilière à partir de la période fiscale débutant dès la date de la modification territoriale.

## 5. Finanzen

### Art. 14 Vermögensausscheidung zwischen den Kantonen

<sup>1</sup> Die Kantonsstrasse (Parzelle Grundbuchblatt Nr. 6) geht zum Zeitpunkt der Gebietsänderung ausserbuchlich und entschädigungslos vom Kanton Bern auf den Kanton Freiburg über. Der Übergang erfolgt in werkmängelfreiem Zustand.

<sup>2</sup> In einem zweiten Schritt, ebenfalls zum Zeitpunkt der Gebietsänderung, geht die Kantonsstrasse (Parzelle Grundbuchblatt Nr. 6) in Anwendung des freiburgischen Strassengesetzes vom 15. Dezember 1967 (StrG) ausserbuchlich und entschädigungslos vom Kanton Freiburg auf die neue Gemeinde Murten über und wird zu einer Gemeindestrasse.

### Art. 15 Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuern, direkte Bundessteuer (direkte Steuern)

<sup>1</sup> Ab dem Zeitpunkt der Gebietsänderung unterstehen die in Clavaleyres steuerpflichtigen natürlichen und juristischen Personen der Steuergesetzgebung des Kantons Freiburg. Der Kanton Freiburg regelt die Erhebung der Akontozahlungen für diese Steuerperioden.

<sup>2</sup> Der Kanton Bern ist zuständig für das letzte Jahr vor der Gebietsänderung. Die Veranlagung und die allfälligen Einsprachen und Beschwerdeverfahren (Rekurskommission, Verwaltungsgericht) obliegen den Behörden des Kantons Bern, ebenso die Erhebung der Steuern.

### Art. 16 Steuerwert und Eigenmietwert von Immobilien

<sup>1</sup> Im letzten Jahr vor der Gebietsänderung bleibt der Steuerwert (amtlicher Wert) von Immobilien unverändert. Die Veranlagung für die Vermögenssteuer und die Liegenschaftssteuer erfolgt durch die Behörden des Kantons Bern.

<sup>2</sup> Der Kanton Freiburg legt den neuen Steuerwert sowie den Eigenmietwert bis zum Ende des auf die Gebietsänderung folgenden Jahres fest.

### Art. 17 Liegenschaftssteuer

<sup>1</sup> Ab der Steuerperiode, die mit dem Inkrafttreten der Gebietsänderung beginnt, ist die Gemeinde Murten für die Erhebung der Liegenschaftssteuer zuständig.



<sup>2</sup> La contribution immobilière due pour la période fiscale débutant dès la date de la modification territoriale est fixée sur la base de la dernière valeur fiscale arrêtée par les autorités du canton de Berne.

#### **Art. 18** Taxes causales

<sup>1</sup> Le canton de Berne perçoit les taxes causales résultant de prestations fournies avant la modification territoriale.

<sup>2</sup> Les taxes causales directement liées à la modification territoriale ne sont pas perçues.

### **C. DISPOSITIONS FINALES**

#### **Art. 19** Clause générale

<sup>1</sup> Lorsqu'une règle ne peut être déduite ni du présent concordat ni de la convention d'exécution intercantonale, les autorités cantonales compétentes s'entendent sur la procédure.

<sup>2</sup> Si les deux autorités compétentes n'arrivent pas à se mettre d'accord, les deux Gouvernements cantonaux s'emploient directement à trouver une solution conjointe.

#### **Art. 20** Procédure de règlement des différends

<sup>1</sup> Les deux cantons s'efforcent de régler par voie de négociation ou médiation tout différend né de l'application du présent concordat ou de la convention d'exécution intercantonale.

<sup>2</sup> Si aucune solution consensuelle n'est trouvée dans un délai raisonnable, chaque Gouvernement peut requérir l'intervention de la Confédération en qualité de médiatrice.

<sup>3</sup> La Confédération invite, en qualité de médiatrice, les représentants des deux cantons à une discussion.

<sup>4</sup> Si la médiation ne peut aboutir à un accord dans un délai raisonnable à compter du dépôt de la demande, chaque canton a la possibilité de porter l'affaire devant le Tribunal fédéral en ouvrant action au sens de l'article 120 al. 1 let. b de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF).

<sup>2</sup> Die Liegenschaftssteuer für die Steuerperiode, die mit dem Inkrafttreten der Gebietsänderung beginnt, wird aufgrund des letzten von den Behörden des Kantons Bern festgelegten Steuerwerts bestimmt.

#### **Art. 18** Kausalabgaben

<sup>1</sup> Der Kanton Bern erhebt Kausalabgaben, die für die Zeit vor der Gebietsänderung fällig geworden sind.

<sup>2</sup> Kausalabgaben, die in direktem Zusammenhang mit der Gebietsänderung stehen, werden nicht erhoben.

### **C. SCHLUSSBESTIMMUNGEN**

#### **Art. 19** Generalklausel

<sup>1</sup> Kann weder dem vorliegenden Konkordat noch der interkantonalen Vollzugsvereinbarung eine Regelung entnommen werden, so verständigen sich die zuständigen kantonalen Behörden über das Vorgehen.

<sup>2</sup> Können sich die beiden zuständigen Behörden nicht einigen, suchen die Regierungen der beiden Kantone im direkten Kontakt nach einer Lösung.

#### **Art. 20** Streitbeilegungsverfahren

<sup>1</sup> Die beiden Kantone bemühen sich, Streitigkeiten aus diesem Konkordat und der interkantonalen Vollzugsvereinbarung durch Verhandlung oder Vermittlung beizulegen.

<sup>2</sup> Falls sich die Regierungen innert nützlicher Frist nicht einigen können, kann jede von ihnen die Eidgenossenschaft als Vermittlerin anrufen.

<sup>3</sup> Die Eidgenossenschaft führt als Vermittlerin eine Aussprache mit den Vertreterinnen und Vertretern der beiden Kantone durch.

<sup>4</sup> Führt die Vermittlung innert nützlicher Frist ab Einreichung des Vermittlungsgesuchs zu keiner Einigung, steht jedem Kanton die Möglichkeit der Klage beim Bundesgericht gemäss Artikel 120 Abs. 1 Bst. b des Bundesgesetzes vom 17. Juni 2005 über das Bundesgericht (Bundesgerichtsgesetz, BGG) offen.

**Art. 21** Procédure d'approbation

<sup>1</sup> Après sa signature par les deux Gouvernements et l'entrée en vigueur définitive du résultat des votations communales de Morat et Clavaleyres sur la convention intercommunale de fusion, le présent concordat est soumis à l'approbation des deux Parlements cantonaux.

<sup>2</sup> Il est soumis à votation populaire dans les deux cantons. Le scrutin se déroule à la même date dans les deux cantons. Les deux Gouvernements la fixent d'un commun accord.

<sup>3</sup> Après l'adoption du présent concordat par les citoyens et citoyennes des deux cantons, les Gouvernements soumettent la modification territoriale à l'approbation de l'Assemblée fédérale, conformément à l'article 53 al. 3 de la Constitution fédérale.

**Art. 22** Abrogation et adaptation des conventions intercantionales

Les Gouvernements des deux cantons peuvent adapter ou abroger les conventions intercantionales qui ont été signées pour la commune municipale de Clavaleyres.

**Art. 23** Entrée en vigueur

Les Gouvernements des deux cantons fixent la date d'entrée en vigueur du présent concordat.

**Art. 21** Genehmigungsverfahren

<sup>1</sup> Das vorliegende Konkordat wird, nach seiner Unterzeichnung und dem definitiven Inkrafttreten des Resultates der Gemeindeabstimmungen von Murten und Clavaleyres über die interkommunale Fusionsvereinbarung, den Parlamenten beider Kantone zur Genehmigung unterbreitet.

<sup>2</sup> Es unterliegt in beiden Kantonen der Volksabstimmung. Die Abstimmung findet in beiden Kantonen am selben Termin statt. Die beiden Regierungen einigen sich auf den Termin.

<sup>3</sup> Nach Annahme des vorliegenden Konkordats durch die Stimmberechtigten in beiden Kantonen unterbreiten die beiden Regierungen die Gebietsänderung der Eidgenossenschaft zur Genehmigung durch die Bundesversammlung gemäss Artikel 53 Abs. 3 der Bundesverfassung.

**Art. 22** Aufhebung und Anpassung interkantonaler Vereinbarungen

Interkantonale Vereinbarungen, die in Bezug auf die Einwohnergemeinde Clavaleyres abgeschlossen wurden, können durch die beiden Kantonsregierungen aufgehoben oder angepasst werden.

**Art. 23** Inkrafttreten

Die Regierungen der beiden Kantone bestimmen den Zeitpunkt des Inkrafttretens des Gebietsänderungskonkordats.

**ANNEXE 1 (art. 1 al. 2)**

**Carte au 1:25 000 du territoire de la commune municipale de Clavaleyres**

**ANHANG 1 (Art. 1 Abs. 2)**

**Karte 1:25 000 des Gemeindegebiets der Einwohnergemeinde Clavaleyres**

Canton de Berne, commune de Clavaleyres

Kanton Bern, Gemeinde Clavaleyres

